

Citoyenneté numérique

Éducation civique

Niveau B1

Document déclencheur

Compréhension audiovisuelle

Qui a bon ami n'est pas pauvre

1. Regarde la vidéo puis complète les phrases avec les mots donnés.

adolescent – conduites – roman – chartre – techno-dépendants – bouleversé – réseau-
sociaux

1. Internet a _____ la portée des relations humaines.
2. Aujourd'hui nous sommes devenus _____.
3. Les générations actuelles ont plus de mal à se passer des _____.
4. Snapchat est le dernier réseau social des _____.
5. La nétiquette est une _____ qui instaure les règles de _____ sur Internet.
6. « Ensemble c'est tout » est le titre d'un _____ d'Anna Gavalda.

2. Regarde une nouvelle fois la vidéo puis réponds aux questions suivantes.

1. Sur quels principes repose Snapchat ? Les promesses de Snapchat sont-elles tenues ?

2. Quelles sont les règles de bonne conduite prévue par la Nétiquette ?

3. Quel est le thème qui uni les trois romans ?

4. Pourquoi la première partie de la vidéo se réfère-t-elle aux nouvelles technologies alors que la deuxième nous présente des ouvrages ? Quel lien y-a-t-il entre les deux parties.

Au cœur de la question

Compréhension écrite

3. Lis le texte puis réponds aux questions.

Twitter poursuivi en France pour son « inaction face à la haine en ligne »

Régulièrement accusées d'héberger ou de contribuer à la diffusion de contenus haineux ou violents, les grandes plateformes de contenus ont été incitées à mettre en place des algorithmes de filtrage.

Quatre associations de lutte contre les discriminations ont assigné lundi Twitter devant le tribunal judiciaire de Paris, jugeant que le réseau social manquait de manière « ancienne et persistante » à ses obligations en matière de modération des contenus, selon un document transmis mardi à l'AFP.

« Face à une augmentation de 43 % des contenus haineux sur Twitter pendant la période du confinement, l'UEJF, SOS racisme et SOS homophobie agissent en référé contre Twitter pour non-respect de son obligation légale de modération », ont-elles expliqué dans un communiqué.

Selon une étude menée par leurs soins du 17 mars au 5 mai, « le nombre de contenus racistes a augmenté de 40,5 % (sur la période), celui des contenus antisémites de 20 % et celui des contenus LGBTphobes de 48 % ».

Les associations expliquent de plus avoir signalé au réseau social 1110 tweets haineux, principalement des insultes homophobes, racistes ou antisémites sans équivoque, et constaté que seuls 12 % d'entre eux avaient été supprimés dans « une période raisonnable allant de 3 à 5 jours ».

La moitié des tweets contre lesquels le réseau social prend action sont détectés par un algorithme, selon l'entreprise. « Ces résultats sont intolérables. [...] Ce que montre ce "testing", c'est une inaction massive de la part d'une plateforme qui refuse manifestement de mettre les moyens humains nécessaires à la modération des contenus que son activité génère », a déclaré le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, cité dans le communiqué. Les associations demandent au tribunal d'ordonner la désignation d'un expert chargé de constater « les moyens matériels et humains mis en œuvre » par Twitter « pour lutter contre la diffusion des infractions d'apologie de crimes contre l'humanité, l'incitation à la haine raciale, à la haine à l'égard de personnes en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle

ou leur identité de genre, l'incitation à la violence, notamment aux violences sexuelles et sexistes, ainsi que des atteintes à la dignité humaine ».

Elles souhaitent ainsi « dissiper l'épais mystère entourant la composition et la gestion des services de régulation de Twitter » et mesurer « l'ampleur de la désinvolture ancienne et persistante » sur la modération des contenus.

Contacté par l'AFP, Twitter a assuré investir dans des technologies de modération « pour réduire la charge qui pèse sur les utilisateurs de devoir effectuer un signalement ».

« Plus d'un tweet sur deux sur lequel nous agissons pour abus » vient désormais d'une détection automatique plutôt que d'un signalement, a précisé la directrice des affaires publiques de Twitter France Audrey Herblin-Stoop dans une déclaration écrite. « À titre de comparaison, ce ratio était de 1 sur 5 en 2018 », a-t-elle ajouté.

Régulièrement accusées d'héberger ou de contribuer à la diffusion de contenus haineux ou violents, les grandes plateformes de contenus ont été incitées à mettre en place des algorithmes de filtrage, des procédures de signalement et des équipes de modérateurs.

En France, l'Assemblée nationale doit adopter définitivement ce mercredi une proposition de loi controversée de lutte contre la haine sur Internet, qui doit instaurer l'obligation pour les plateformes et moteurs de recherche de retirer sous 24 heures les contenus « manifestement » illicites, sous peine d'être condamnés à des amendes pouvant atteindre 1,25 million d'euros. Le délai est réduit à une heure pour les contenus terroristes ou pédopornographiques.

12 mai 2020

www.france24.com

1. De quoi les plateformes de contenus sont-elles accusées ?

2. Par qui et pourquoi Twitter a été assigné devant le tribunal judiciaire de Paris ?

3. Comment les tweets haineux sont-ils détectés ?

4. Comment l' « impassibilité » de Twitter est-elle interprétée par le président de l'association SOS Racisme ?

5. Comment répond Twitter à ces accusations ?

6. Quelle action a entrepris l'Assemblée nationale ?

Ton opinion compte

Production écrite

4. 81,9% des Français sont connectés à Internet. Le web favorise la réinvention des liens sociaux tout en entraînant une mutation des interactions sociales. À table, en réunion, dans le métro, chacun d'entre nous a déjà eu affaire à un proche collé à son portable à défaut d'entretenir une discussion réelle. Les nouvelles technologies auraient tendance à créer une entrave au contact malgré l'aspect pratique qu'elles apportent chaque jour. Le lien social est-il oui ou non en danger ? (300 mots)

[illegible]